

Les frontières à l'Ouest des Balkans.

De 1941 à 2008.

La Seconde Guerre mondiale en Yougoslavie (1941-1945)

Durant la Seconde Guerre mondiale, les territoires du Royaume de Yougoslavie sont occupés par les puissances voisines de l'Axe (l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie). Le roi Pierre II et la famille royale ont fui le pays et le gouvernement royal yougoslave en exil s'est installé à Londres et a été reconnu comme membre des Alliés. Dans la partie occidentale de l'ancien royaume, le mouvement fasciste croate des Oustachis instaure l'État indépendant de Croatie (NDH). Le mouvement, soutenu par l'Allemagne et l'Italie, directement soumis à ces dernières et inspiré par la politique raciale du Troisième Reich, promeut un nationalisme croate extrémiste qui se traduit par l'internement et l'expurgation massifs et systématiques de certaines catégories de personnes considérées comme indésirables : les Juifs, les Serbes, les Roms et les Croates antifascistes. Pendant l'existence du régime (1941-1945), sur 70 camps de concentration présents sur le territoire de la Yougoslavie, 22 se trouvent en NDH. Le plus grand et le plus tristement célèbre de tous était Jasenovac (également appelé « l'Auschwitz des Balkans »). Dès le début de la guerre, le mouvement de résistance des Partisans est dirigé par les commu-

nistes yougoslaves, une idéologie qui était auparavant massivement prohibée. Le Croato-Slovene Josip Broz Tito, à la tête de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie, combat à la fois les forces d'occupation et les collaborateurs locaux, les Oustachis et les Tchetsniks. Quant au mouvement de résistance royaliste serbe, les Tchetsniks, qui luttait également contre les envahisseurs, il a fini par collaborer avec les Allemands et les Oustachis contre les Partisans. Après avoir été soutenus au départ par les Tchetsniks, les Partisans obtiennent finalement le soutien sans réserve des Alliés occidentaux et, en 1944, l'Armée rouge de l'URSS aide les Partisans à libérer la Yougoslavie. La guerre est marquée par les atrocités d'une extrême violence perpétrées par les occupants, mais aussi résultant des conflits, massacres et génocides inter-ethniques (commis par les Oustachis et les Tchetsniks), avec plus d'un million de victimes à la clé.

La Seconde Yougoslavie (1945-1992)

°Après la guerre
Après la fin de la guerre en 1945, Tito reprend le pouvoir des mains du gouvernement royal en exil et abolit la monarchie alors que le roi et la famille royale yougoslaves se voient interdire le retour au pays.

La Yougoslavie, ancienne monarchie, devient une fédération socialiste dirigée par la Ligue des communistes de Yougoslavie, avec le maréchal Tito aux rênes du parti et de l'État. Elle se compose de 6 républiques socialistes : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine. La Serbie devient la seule république avec 2 provinces autonomes : la Voïvodine, au nord, et le Kosovo-et-Métochie, au sud.

L'État et le parti éliminent impitoyablement toute opposition à travers des exécutions massives de prisonniers de guerre, des liquidations et des persécutions d'éléments de « l'ancien régime », d'opposants au nouveau régime et de membres de la minorité ethnique allemande (*Volksdeutsche*).

L'État mène des campagnes intenses de modernisation et de reconstruction du pays, qui a connu de lourdes destructions, ce qui améliore progressivement et considérablement la qualité de vie. Toutes les nations et langues constitutives du peuple yougoslave sont déclarées égales ; pour la première fois, les Monténégrins et les Macédoniens, de même que le macédonien, la langue, sont reconnus par l'État. Le nationalisme est banni et remplacé par l'idéologie de « fraternité et unité des nations et minorités nationales de



↑ Occupation du Royaume de Yougoslavie par les fascistes.

Yougoslavie ». La Yougoslavie gagne près de 8 000 kilomètres carrés de nouveaux territoires, essentiellement les terres côtières de Dalmatie et d'Istrie, au détriment de l'Italie. Après la longue crise internationale de Trieste, il faut attendre 1975 pour que les questions liées à la frontière entre les deux pays soient complètement résolues.

La Seconde Yougoslavie change de nom plusieurs fois : 1) Fédération démocratique de Yougoslavie (1945), 2) République fédérative populaire de Yougoslavie (1946 - 1963) et 3) République fédérative socialiste de Yougoslavie (SFRJ) (1963-1992).

° La politique étrangère

Une nouvelle guerre idéologique émerge des ruines encore fumantes de la guerre mondiale - la Guerre froide - entre l'Occident capitaliste et l'Orient communiste. Dans un premier temps, la Yougoslavie suit de près le régime soviétique et se repose sur les pays socialistes nouvellement constitués du bloc de l'Est. Toutefois, Tito se montre trop indépendant au goût de Staline, homme d'État soviétique, qui voit la Yougoslavie comme un simple satellite lui appartenant. La Yougoslavie est ex-

clue du Kominform en 1948, ce qui rompt tout lien avec le bloc de l'Est. Néanmoins, la scission Tito-Staline se révèle un tournant majeur pour la Yougoslavie.

Le maréchal Tito a réussi à renverser la domination de l'Union soviétique et a développé son propre modèle d'autogestion socialiste. Entourée principalement de pays communistes, la Yougoslavie trouve, probablement sans surprise, dans l'Occident « capitaliste » de nouveaux alliés. Tito parvient à obtenir une aide financière et un soutien militaire importants de la part des États-Unis, car ces derniers ont dans l'idée de l'utiliser pour affaiblir le bloc de l'Est. Les armes américaines contribuent à la croissance de l'Armée populaire yougoslave (JNA) qui devient l'une des plus puissantes en Europe. Des relations cordiales sont également entretenues avec les pays d'Europe occidentale et, au cours des années 1950, la Yougoslavie signe même une alliance politique et militaire avec la Grèce et la Turquie, membres de l'OTAN.

Le pays ouvre ses frontières au monde et ses citoyens sont autorisés à voyager sans visa vers l'Orient et vers l'Occident. Les You-

goslaves bénéficient d'une liberté bien plus grande que dans d'autres États socialistes. Le maréchal Tito met en place une politique étrangère indépendante et parvient à créer le pays socialiste reconnu au niveau international le plus développé sur le plan économique.

Après la rupture entre Moscou et Belgrade, le régime acquiert petit à petit un pouvoir absolu sur toutes les sphères de la vie de ses citoyens. Dans le cadre d'une nouvelle vague de répression, des arrestations de masse et des persécutions brutales sont menées à l'égard des communistes yougoslaves pro-Staline (Stalinistes), ainsi que des milliers de fermiers s'opposant à la nouvelle politique de collectivisation de l'État. Malgré les efforts du régime pour se présenter au monde comme un État démocratique, la répression et la « liberté contrôlée » perdurent dans ce pays en substance antidémocratique.

Dans cette position très inhabituelle de pays communiste dont l'économie est soutenue par l'Occident capitaliste, la Yougoslavie est presque forcée de choisir et de maintenir une politique d'équilibre, non seulement entre l'Orient et l'Occident, mais également pour la coopération avec les pays du tiers-monde. Finalement, la Yougoslavie devient l'une des fondatrices du mouvement des non-

alignés, qui rassemble les pays n'appartenant à aucun des deux blocs prédominants (l'OTAN et le pacte de Varsovie). Le mouvement est créé en 1961 et lutte pour la décolonisation, la paix et la sécurité dans le monde. Tito, qui y obtient un rôle prépondérant et devient l'un des principaux propagateurs du mouvement, continue à rencontrer les dirigeants du monde et à beaucoup voyager aux quatre coins du globe jusqu'aux dernières heures de sa vie.

° La politique intérieure

Pendant les années 1960 et 1970, le régime est confronté à une hausse des critiques publiques et des demandes de réformes. De larges mouvements nationaux d'opposition exigent la décentralisation de la fédération Yougoslave, une plus grande autonomie et parfois même l'indépendance de certaines républiques. Avec toute la force brutale dont il est capable, le maréchal Tito écrase l'opposition des étudiants, les Albanais, ainsi que le mouvement massif du « printemps croate », et enfin les libéraux serbes. Le ménage effectué parmi les figures politiques croates et serbes ainsi que l'emprisonnement de milliers d'intellectuels, d'étudiants et autres sympathisants viennent encore aggraver la situation déjà fragile dans le pays.

Au fil de son existence, la Yougoslavie socialiste change plusieurs

fois d'ordre constitutionnel. La dernière constitution, controversée, de 1974 transforme la Yougoslavie en confédération, c'est-à-dire une vague union de différents États. Elle octroie une plus grande autonomie aux six républiques et aux deux provinces autonomes de Serbie ; les républiques comme les provinces obtiennent le droit de veto. Les Serbes sont très mécontents que leurs provinces deviennent pratiquement les égales des républiques, cela signifie en effet la perte de souveraineté de la Serbie sur l'ensemble de son territoire (étant donné qu'elle ne peut plus changer de lois sans l'accord des provinces).

Le maréchal Tito, « le dictateur doux » des Balkans, décède en 1980, après 35 ans de règne. Malgré son âge avancé (88 ans) et en raison de son rôle prédominant dans la société yougoslave et dans la communauté internationale, son décès a été un véritable choc pour le peuple yougoslave. Une nouvelle présidence collective des dirigeants communistes de chaque république est alors adoptée. Sans Tito, qui dirigeait d'une poigne de fer et anéantissait tout mouvement nationaliste risquant de faire exploser le pays,

les nouveaux dirigeants sont moins stricts et doivent faire face à une grave crise économique, politique et inter-ethnique (à titre d'exemple, la dette extérieure yougoslave en 1980 s'élève à 20 milliards \$).

L'effondrement du bloc de l'Est et la fin de la Guerre froide à la fin des années 1980 signifie pour la Yougoslavie un changement considérable de son statut au niveau international, puisque ce statut unique était principalement la conséquence des intérêts de l'Occident face au bloc de l'Est. Les nationalismes les plus extrêmes font alors leur apparition. Le président autoritaire serbe, Slobodan Milošević, supprime l'autonomie des provinces serbes et, suivi par le Monténégro, modifie les rapports de force dans le pays. Il soutient que tous les Serbes, le peuple le plus nombreux au sein de l'État, doivent vivre dans un même pays étant donné que l'on en retrouve en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro également. Le président croate Franjo Tudman, quant à lui, préfère une Croatie homogène d'un point de vue ethnique, et fait montre d'une certaine nostalgie à l'égard de l'ancien régime Ousta-

→
Maréchal Josip Broz Tito



© DR

Yougoslavie 1941 - 1991.
Frontières des républiques
et des provinces.



© DR

chi de l'État indépendant de Croatie (NDH).

Le programme réformateur du Premier ministre yougoslave, Ante Markovic, arrive malheureusement trop tard pour éviter les conflits permanents entre les républiques et les ferveurs nationalistes qui entraînent la dislocation de la Yougoslavie.

L'éclatement de la Yougoslavie et les guerres (1991-1999)

Toutes les tentatives de la Communauté européenne (puis de l'Union européenne) et de la communauté internationale pour prévenir la dislocation du pays et la guerre échouent, y compris une offre exceptionnelle de la CE d'accorder l'adhésion immédiate de la Yougoslavie dans son ensemble et une somme de 5 milliards \$ afin d'aider à stabiliser l'économie yougoslave. Les dirigeants des républiques yougoslaves sont profondément divisés et le processus de dislocation est déjà à son apogée. Ces pays pro-

clament leur indépendance : la Slovénie, la Croatie et la Macédoine en 1991, la Bosnie-Herzégovine en 1992. La reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie en tant qu'États indépendants, d'abord par l'Allemagne puis par la CE, a indubitablement joué un rôle crucial dans le déclenchement de la guerre civile en Yougoslavie.

L'éclatement violent de la République fédérative socialiste de Yougoslavie donne naissance à une série de guerres pour la succession de la Yougoslavie : 1. La guerre de dix jours en Slovénie (1991) ; 2. La guerre d'indépendance croate (1991-1995) ; 3. La guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) ; 4. La guerre du Kosovo (1998-1999). Durant les trois premières guerres, l'on retrouve d'un côté l'Armée populaire yougoslave (JNA), qui utilise la force contre les républiques sécessionnistes, déterminée à préserver l'unité de l'État fédéral, et devient petit à petit l'Armée serbe. De l'autre côté se trouvent les armées

des États yougoslaves en sécession. Des deux côtés, différentes forces paramilitaires sont actives, revendiquant souvent des traditions oustachies ou tchetniks, et sont principalement dirigées par des auteurs de crimes de guerre épouvantables ; un grand nombre d'étrangers se battent également, y compris des combattants musulmans (Moudjahidines), du côté bosniaque.

La guerre en Croatie (1991-1995)

Les nouvelles autorités croates, dirigées par le président Tudman, abaissent le statut des Serbes de deuxième nation constitutive à minorité nationale en Croatie en 1990 et prévoient de quitter la Yougoslavie. Cela provoque des rébellions parmi les Serbes et entraîne la proclamation de leur propre région autonome au sein de la Croatie, qui sera connue comme la République serbe de Krajina (armée et financée par la Serbie). La guerre commence après la déclaration d'indépendance de la Croatie et est surtout confinée dans les régions et territoires à la population mixte sur le plan ethnique, que les Serbes considéraient comme leur appartenant. En 1995, les forces croates vainquent l'Armée serbe et récupèrent le contrôle des territoires, tandis qu'elles s'emparent de la République serbe de Krajina lors



Les accords de Dayton.



de l'Opération Tempête, avec le soutien tacite des États-Unis et la participation de l'Armée de Bosnie-Herzégovine. Cela marque la fin de la guerre et entraîne un exode massif d'environ 200 mille Serbes. Les territoires encore contrôlés par les Serbes en Slavonie orientale et Baranja réintègrent la Croatie de manière pacifique entre 1996 et 1998. De nombreux crimes de guerre sont perpétrés à l'égard des Croates (p. ex. destruction de Vukovar, bombardement de Dubrovnik) et des Serbes (p. ex. pendant l'Opération Éclair et l'Opération Tempête menées par les Croates).

La guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995)

La Bosnie-Herzégovine est la république comptant la plus grande diversité ethnique en ex-Yougoslavie (43 % de musulmans/Bosniaques, 31 % de Serbes et 17 % de Croates). Après la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, la Bosnie-Herzégovine suit la même voie. Les ethnies sont divisées : les Serbes souhai-

tent conserver les liens avec ce qu'il reste de la Yougoslavie (ou faire partie d'une Serbie étendue) ; les Croates veulent rejoindre une Croatie étendue et créer leur propre État au sein de la Bosnie-Herzégovine, tandis que les Bosniaques préfèrent la création d'un État indépendant dans lequel ils seraient le peuple prédominant.

En mars 1992, les Bosniaques et les Croates proclament l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, sans le consentement des Serbes, mais forts du soutien des États-Unis. Les Serbes de Bosnie proclament alors la *Republika Srpska* (République serbe), soutenus et armés par la Serbie, tandis que les Croates de Bosnie créent la République croate d'Herceg-Bosna, armés et équipés par la Croatie. Au départ, Bosniaques et Croates joignent leurs forces contre leur ennemi commun, les Serbes, mais ils se divisent ensuite et, dès ce moment, tout le monde se bat contre tout le monde.

La guerre en Bosnie-Herzégovine se révèle la plus brutale en Europe depuis la Seconde Guerre mon-

diale. Parmi les innombrables atrocités et crimes de guerre commis, les événements les plus dramatiques de la guerre sont le siège de Sarajevo et le massacre par les Serbes de plus de 8 000 Bosniaques à Srebrenica. L'Accord de paix de Dayton (1995) signé par les présidents de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie met fin à la guerre en créant un État fédéral en Bosnie-Herzégovine placé sous la supervision de la communauté internationale. L'État se compose de deux entités autonomes : la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine (comptant 51 % du territoire) et la *Republika Srpska* couvrant 49 % du territoire ; Sarajevo reste la capitale commune. Il comprend un gouvernement central et la présidence collective bosniaque, croate et serbe.

Durant ces deux guerres, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les trois parties en conflit se sont rendues coupables de violents nettoyages ethniques et d'innombrables crimes de guerre qui ont conduit à la création par le Conseil de sécurité de l'ONU du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ICTY) dès 1993, dont les activités se sont poursuivies jusqu'en 2017. Des dirigeants politiques et militaires de l'ex-Yougoslavie y ont été jugés pour crimes de guerre, meurtres de masse et d'autres crimes.

Pays de l'ancienne Yougoslavie. →



La guerre du Kosovo (1998-1999)

À partir de 1998, les confrontations armées de l'armée séparatiste de libération du Kosovo (KLA) et des forces serbes s'intensifient et les tensions mènent aux négociations de la conférence de Rambouillet au printemps 1999 entre la République fédérative de Yougoslavie (SRJ) et les Albanais du Kosovo. Le côté serbe refuse d'accepter la présence militaire de l'OTAN sur son territoire ainsi que la possibilité d'une indépendance albanaise. L'intervention militaire des forces de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie suit néanmoins, malgré l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Durant les frappes aériennes, les forces serbes expulsent des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo. Après environ trois mois de bombardements quotidiens, de lourdes pertes humaines et de destruction à grande échelle des deux côtés, l'accord de Kumanovo est signé. Les forces yougoslaves se retirent du Kosovo et, dans leur sillage, plus de 200 000 Serbes et autres civils non albanais fuient vers la Serbie. Les unités militaires de l'OTAN (KFOR) entrent alors au Kosovo pour ne plus le quitter.

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la Résolution 1 244, selon laquelle la République fédérale de Yougoslavie conserve son inté-

grité territoriale et sa souveraineté sur le Kosovo, qui obtient une « autonomie substantielle » au sein de la République. Le Kosovo se voit attribuer le statut de protectorat international. En 2008, le Kosovo déclare de manière unilatérale son indépendance par rapport à la Serbie.

Les guerres sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (1991-1999) ont fait près de 140 000 victimes et déplacé environ 4 millions de personnes (16 % de la population totale de la SFRJ). Toutes les parties engagées dans ces conflits ont pris part à une débauche de nettoyage ethnique, de nettoyage culturel à travers la destruction d'héritages culturels, et à la création de territoires ethniquement purs. De nombreux camps de concentration pour prisonniers ont été exploités. Les aspirations territoriales des Serbes, des Croates et des Albanais étaient destinées à créer une « Grande Serbie », une « Grande Croatie » ou une « Grande Albanie ».

La Troisième Yougoslavie (1992-2006)

Après la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en 1992, ses vestiges - la Serbie et le Monténégro - forment un État appelé la République fédérale de Yougoslavie (SRJ). Cet État subit la période de sanctions économiques internationales imposée par l'ONU en raison de son implication dans les guerres. Cela entraîne une crise économique et sociale dévastatrice en SRJ, où la guerre était financée par l'hyperinflation. En 2003, la SRJ devient la Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro, une union qui cesse d'exister lorsque la Serbie et le Monténégro deviennent des États indépendants en 2006. ■

Milan Kovačević
 Historien
 Université de Belgrade
 Traduit de l'anglais par
 Elan Languages

La Pologne actuelle.

La Pologne avec ses frontières volées et acquises.

— L'histoire turbulente de la Pologne fut traitée dans les deux dernières réflexions (numéros 27 et 28). Cette rubrique clôturera cette histoire en jetant un regard sur la manière dont la Pologne actuelle s'est formée après la Seconde Guerre mondiale.

La rubrique « réflexion », qui se rapporte aussi au thème annuel et peut donc être traitée avec la rubrique « Interrogation », partira du contexte (historico-)géographique pour aborder des questions morales. Bien qu'une base théorique s'impose pour connaître le sujet, elle sera amplement illustrée, principalement par des cartes et un système à points.

La libération du Gouvernement-général

- juillet 1944 : l'armée soviétique conquiert l'est du Gouvernement-général.
- fin août 1944 : un premier gouvernement communiste polonais s'établit à Lublin.



Les frontières de la république actuelle se trouvent clairement plus à l'ouest que les anciennes frontières de la Deuxième République de Pologne. ↑

La République populaire de Pologne

- À partir de 1944 (de facto), officiellement à partir de 1952 : la République populaire de Pologne. Ce régime communiste est répressif envers le patriotisme polonais. Plusieurs révoltes auront lieu.
- 1955 : Le Pacte de Varsovie (alliance militaire communiste). L'armée polonaise est soumise à l'URSS.
- Années 1970 : des gouvernements communistes faibles se succèdent. De nombreux Polonais entrent dans l'opposition (illégale) où l'Église catholique joue un rôle important.
- Fin années 1970, mais officiellement en 1980 : création du syndicat Solidarność par Lech Wałęsa.
- 1978 : le cardinal polonais Karol Wojtyła est élu pape sous le nom de Jean-Paul II. Il combat le

Les tracés des frontières de la Pologne ont connu plusieurs changements au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. ↓



Les frontières de la nouvelle Pologne n'ont rien en commun avec celles de la Deuxième République de Pologne. Les parties occidentales sont prises au Troisième Reich et les parties orientales sont confisquées par l'URSS. Ceci eut comme conséquence que les frontières se sont déplacées d'environ 250 km plus à l'ouest après la Seconde Guerre mondiale et ceci infligé par le régime communiste. De grands déménagements forcés eurent lieu, avec de nombreuses violences par la suite.



© DR

Lech Wałęsa va succéder, en 1990, au dernier président en exil, Ryszard Kaczorowski, comme président de la (troisième) République de Pologne, élu démocratiquement. ↑

La Pologne fait partie de l'UE depuis 2004. Le pays se modernise à vue d'œil. ↓



© DR

Réflexions éthiques :

- ° Que pourrions-nous comprendre sous « l'histoire polonaise » et « l'/une histoire en Pologne » ?
- ° Jusqu'où un « peuple » doit-il connaître son histoire ?
- ° Que pensez-vous de l'affirmation suivante : « L'histoire est écrite par les vainqueurs ? »

communisme et soutient le mouvement Solidarność.

- 1980 : grève importante à Gdańsk, qui sera immédiatement réprimée. Cependant, le premier syndicat indépendant est légalisé (dans un pays communiste). De nombreuses personnes y adhèrent.
- Le général Jaruzelski prend le pouvoir. Il rétablit le Parti ouvrier unifié polonais (communiste). Solidarność est interdit. Lech Wałęsa gagne le Prix de Nobel pour la Paix (1983)
- Michael Gorbatchev (URSS) mène la Glasnost (unification politique & liberté) et la Perestroïka (économie libre). Le général Jaruzelski devient le Président de conseil d'État (c.-à-d. chef d'État)
- 1988 : Jaruzelski commence des négociations, également avec Solidarność.

- juin 1989 : les premières élections « libres ». Solidarność est le grand vainqueur, cependant le Parti communiste « conserve » la majorité.
- 31 décembre 1989 : Le président polonais (en exil) abolit le communisme en faveur d'une démocratie parlementaire.

(Troisième) République de Pologne

- 1 janvier 1990 : la Pologne rejette l'économie socialiste d'État et se retire du Pacte de Varsovie. Plus tard, le parti communiste s'autodissout.
- mai 1990 : première élection totalement libre en Pologne. Lech Wałęsa devient le premier président de la (Troisième) République de Pologne.
- 1997 : une nouvelle constitution est introduite. L'identité prime sur

l'ethnicité.

- 1999 : la Pologne devient membre de l'OTAN.
- 2004 : la Pologne rejoint l'Union Européenne.
- 2005 : le parti national-conservateur (Droit et Justice) parvient au pouvoir. Lech Kaczyński devient président. Son frère jumeau Jarosław sera, l'année suivante, premier ministre.
- 2010 : Lorsque le président et des hauts membres du gouvernement volent vers Katyn pour une commémoration, leur avion s'écrase près de Smolensk. ■

Johan Puttemans
 Coordinateur pédagogique
 ASBL Mémoire d'Auschwitz

Nom et prénom

Classe / Cours

La fiche pédagogique de ce numéro, comme dans le numéro précédent, peut être traitée en complément de la rubrique 'réflexion'.

Public cible : 3^e degré

Cours: histoire / géographie, sciences humaines

Heures de cours nécessaires : deux heures minimum

Conformément à l'article traitant des Balkans, l'étude de l'histoire de l'Allemagne (ou mieux : l'histoire allemande) peut s'avérer très intéressante et éclairante d'une perspective historique et géographique.

Indique les événements majeurs sur la ligne de temps ci-dessous.

1945

présent

Fais une recherche sur les personnages suivants : Willy Brandt, Helmut Kohl, Erich Honecker et Angela Merkel.

Cherche des cartes de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande. Compare avec une carte de l'Allemagne actuelle.

Remarques de l'enseignant/e

TRACES DE MÉMOIRE

est une publication trimestrielle de
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

www.auschwitz.be